royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Avec Luc de Goustine

TRADITION ET MODERNITÉ

Dialogue

Notre journal, notre mouvement apportent leur soutien à Luc de Goustine. Par amitié. Par solidarité. Mais aussi et surtout parce que le candidat royaliste de la 4e circonscription de Vendée va exprimer, sur le terrain, dans le dialogue permanent avec les Vendéens, ce que la Nouvelle Action royaliste dit, écrit et proclame depuis sa naissance :

Que la tradition royaliste n'est pas un souvenir suranné, mais qu'elle vit dès lors qu'on ose s'en réclamer.

Que les valeurs d'unité, de justice et de liberté qui inspirent notre société n'appartiennent à personne, mais qu'elles constituent le bien des Français de toutes conditions et de toutes convictions.

Que la tradition vivante est ce qui rend possible l'avenir, et que l'avenir démocratique de la nation peut être garantit par une royauté fidèle à ses origines et à son projet.

Avec Luc de Goustine, le débat vient de commencer !

ROYALISTE n° 595 bis
MARS 1993

Cet exemplaire du bimensuel *Royaliste* est un numéro « SPÉCIAL ÉLECTIONS ». Vous trouverez dans les principales Maisons de la Presse les numéros normaux de *Royaliste* que vous pourrez aussi découvrir grâce à notre OFFRE SPÉCIALE (voir page 4)

Directeur de la publication : Yvan AUMONT
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1)42.97.42.57
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

Comité de soutien à la candidature de Luc de Goustine et de son suppléant François Guerry

12, rue Georges Clemenceau

85170 Saint-Denis-la-Chevasse

Tél. : 51.41.43.93

M. de Villiers marchand d'illusions

Vous qui espérez trouver dans le dernier livre de Philippe de Villiers des révélations sur les causes du chômage contemporain, une étude rigoureuse du phénomène et des solutions originales pour y remédier, passez votre chemin ! Le remède de cheval qu'il propose a déjà mis à genoux les Anglais...

Les attaques incessantes de M. de Villiers contre dix années de pouvoir socialiste amènent à se demander quel serait aujourd'hui l'état de la France si la droite était restée au pouvoir en 1981. On ne peut certes réécrire l'histoire mais il y a fort à parier que M. Giscard d'Estaing, doctrinaire du « libéralisme avancé », aurait mené, à l'instar de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, une politique de déréglementation et de désengagement de l'État par rapport à l'économie qui aurait conduit notre pays à la ruine.

Or, c'est justement ce genre de politique, rebaptisé pour l'occasion libéralisme enraciné, que se propose d'appliquer Philippe de Villiers pour sortir la France de la crise et, notamment, résoudre le problème du chômage. Mais quel est, au juste, le résultat de la médecine de cheval appliquée à la Grande-Bretagne ? Au bout de dix ans de gestion libérale, Mme Thatcher a légué à son successeur trois millions de chômeurs, soit 10% de la population active, un déficit budgétaire de plus de deux fois celui de la France, une inflation de 4,5%, un déficit de la balance des paiements de 44 milliards de francs, un déficit de la balance commerciale de 125 milliards de francs, des faillites en progression de 45% en 1991 et un endettement des ménages record. Sans vouloir offenser M. de Villiers ni défendre le bilan des socialistes, il est des domaines dans lesquels les gouvernements de Mauroy, Fabius et Bérégovoy ont fait mieux.

Ce bilan catastrophique n'a pas empêché la droite toute entière de célébrer le redressement opéré par Mme Thatcher ! M. de Villiers et ses amis se sont trompés et nous ont trompés. Et ce sont aujourd'hui les mêmes hommes, toujours pétris des mêmes erreurs, qui se préparent à prendre en charge, demain, les destinées de la France.

Que propose en effet M. de Villiers ? Sur le plan de la théorie économique, son livre est une vaste fumisterie, bien qu'il convoque, pour asseoir son discours sur des bases scientifiques, les plus célèbres théoriciens de l'économie politique, qu'il a sans doute lu dans un mauvais résumé et dont il parle comme un cancre de première année de licence.

Cette nullité théorique serait sans conséquence si M. de Villiers raisonnait à partir de la réalité pour donner à ses lecteurs une analyse solide et originale des causes du chômage que connaissent tous les pays capitalistes. Mais il se contente d'agiter des idées délirantes. Ainsi, le chômage serait-il dû au GATT, à l'Europe et aux socialistes. Pour y remédier, il suffirait donc de remettre en cause le libre-échangisme et d'en revenir au protectionnisme, de renoncer aux accords de Maastricht sur lesquels les Français se sont pourtant prononcés par référendum et surtout de chasser les socialistes du pouvoir. C'est un peu court. D'autre part, ce livre mal construit est incohérent et bourré de contradictions : ainsi, notre ex-sous préfet, pourtant libéral bon teint, reproche-t-il aux socialistes de se montrer trop libéraux et pas assez socialistes. Il y a des nuances qui échappent. Ces approximations sont d'autant plus regrettables qu'elles jettent le discrédit sur des sujets aussi importants que la redéfinition du rôle de l'État, la décentralisation, l'éducation ou la formation, apparemment abordés dans le livre avec un réel souci politique.

La lutte contre le chômage et son accélération est un sujet trop grave, et là nous sommes d'accord avec Philippe de Villiers, pour le traiter à la légère. Aussi, pour éradiquer ce fléau qui nécessite un grand courage et une non moins grande volonté politique, les Français n'ont que faire des remèdes douteux prescrit par un homme qui a érigé la démission au rang des valeurs.

Patrice LE ROUÉ

Pourquoi royaliste ?

Depuis qu'est rendue publique ma candidature, la question tourne et j'y réponds. Pourquoi royaliste ?

Les reproches qui me sont adressés sont contradictoires. On dit : se déclarer royaliste, c'est prendre le risque de raviver les oppositions ancestrales. Ou bien on proclame que je ne suis pas un vrai royaliste mais un crypto-socialiste téléguidée par l'Élysée. Et puis on déplore à mi-voix que je démontre si peu d'opportunisme...

Erreur. Etre ouvertement royaliste en Vendée en 1993 est l'opportunité même. Un gage de succès - et ceci pour trois raisons majeures.

La Vendée en a besoin.

On commémore ici cette année le bicentenaire de la Grande Guerre. Profitant de la profonde émotion, c'est un monumental commerce de cadavres qu'inaugure en douce l'entrepreneur des pompes et président du Conseil général, un certain M. d'Esbroufe en personne. Commerce triangulaire. Cette année, tout est fin prêt pour qu'on vote dans les urnes funéraires. Pour lui.

La Vendée a donc un urgent besoin d'un homme, d'un politique à qui l'on pourrait éventuellement exprimer son accord, d'une voix qui s'élève pour dire non. Le martyr vendéen (je ne suis pas de ceux qui croient se grandir en le contestant) le sang des Vendéens ne fera pas pousser vos choux gras, monsieur. Qui, mieux qu'un royaliste, dira cela ?

La France aussi en aura besoin.

Car ce qui est en cause, de la Vendée à la France en 1993, c'est évidemment la liberté, et c'est finalement le pardon.

La liberté acquise dans les formes constitutionnelles, est, après les derniers soubresauts de l'école en 86, entrée dans les faits ; encore trois coups de peigne, et la législation, sans nier l'autorité arbitrale de l'État, consacrera le plein exercice de la liberté d'enseignement : à l'aide de la décentralisation, beaucoup restera à faire pour les deux écoles parallèlement, peut-être du même élan d'amour retrouvé envers ceux qui, de part et d'autre, sont NOS enfants.

Le pardon ne se décrète pas. Mais il n'est pas question que ce soit des chrétiens où prétendus tels, et des bien-pensants nostalgiques de la croix et de la couronne qui transforment en règlement de compte et en procès ce qui pourrait enfin être l'heure du silence recueilli et de l'apaisement. On n'entourera pas les coeurs de Vendée de barbelés avec l'accord d'un royaliste. Pour une simple raison : être royaliste, c'est porter avec soi le souci du roi ; et le souci royal est l'unité, la paix, la réconciliation de la nation. Derniers mots de Louis XVI devant la guillotine : qu'on ne retienne rien contre la France, qu'on ne fasse pas retomber sur elle son sang. Ce n'est rien, dit le roi, ce n'est rien, dit-il. Seul le don, le par-don, ouvre l'avenir.

Ouvrir l'avenir.

Et là, les royalistes - j'entends, les royalistes politiques - sont assez bien outillés pour venir en aide à la chose commune indispensable qu'on nommait, sous les rois déjà, « république ».

Parce qu'ils ont la tradition ininterrompue, depuis mille ans au moins, de l'État. Ils savent à quoi ressemblent les critères qui font accepter un pouvoir comme légitime, à quelles conditions ce pouvoir peut garantir la liberté et l'égalité.

Parce que la fraternité, aujourd'hui si défaillante, concerne au tout premier chef les royalistes, qui ont la plus grande confiance possible en la valeur de l'homme : une confiance incarnée, familiale, institutionnelle. Une confiance sans retrait ni repentir qui pourrait bien donner un jour un sens plus fort et plus humain à la démocratie.

Parce que les royalistes portent une attention quotidienne aux choses de la vie, à ce dont elle dépend : le pain et le logement, la dignité de chacun.

Bref, une manière plus simple, plus familière, de porter les soucis de tous en assumant le service ordinaire de la cité. Finalement, des références qui paraissent toutes neuves à la Vendée et à la France en 1993.

Si bien que l'on reçoit partout le candidat royaliste avec une sympathie, une attente, une disponibilité particulière qui fait qu'on ne lui parle jamais de parachutage... On ne sait pas encore quel sort on va lui faire, mais toutes les préventions et les prévisions rationnelles s'effondrent.

Il y a peut-être bien un rendez-vous entre ceux du bocage et le royaliste. Un rendez-vous tenu à tenir.

Le candidat à la députation persiste et signe.

Luc de GOUSTINE

Tradition et modernité

lettre à Luc de Goustine

Cher Luc,
Vous voici en campagne, selon les principes qui nous sont chers : sans masque et sans contorsions, sous notre bannière. Vous êtes royaliste et vous le dites. C'est simple, et nécessaire. Votre candidature n'est pas de l'ordre de l'aventure personnelle, ni de la tactique d'un appareil politicien. Elle relève de la fidélité au passé historique, et du témoignage en vue de l'avenir. La tâche est impressionnante, puisqu'il s'agit de relier la tradition et la modernité.

Tradition et modernité. Pour nous, ces deux mots ne composent pas un slogan de circonstance sur fond de paradoxe habile et séduisant : c'était déjà, voici plus de vingt ans, le thème de notre première campagne.

C'est dire à quel point nous sommes fidèles à notre conviction essentielle et à notre intention première, n'en déplaise aux malveillants. Eh oui ! Depuis 1971, on nous montre du doigt : « gauchistes », royalistes « de gauche », nous serions traitres à la cause, nous avons renié la vérité selon Charles Maurras... Combien de nos impitoyables censeurs, gardiens sourcilleux du temple maurrassien, ont fait de brillantes carrières dans ce qu'ils nommaient avec dégoût le « pays légal »... Je n'ai pas fait le compte, mais je crois me souvenir qu'un certain Philippe de Villiers nous trouvait naguère pas assez royalistes à son goût - entendez par là trop démocrates. Nous avons souri lorsque nous l'avons vu adhérer, sans états d'âme, au parti... républicain. Et quand j'entends dire qu'il vous accuse de « mitterrandisme », j'en viens à douter de mes souvenirs : est-ce Philippe de Villiers, ou Luc de Goustine, qui fut ministre sous le premier septennat de François Mitterrand ? Dans le domaine des valeurs, cher à votre accusateur, il me semble préférable de soutenir le président de la République à distance respectueuse - plutôt que de le désigner comme le diable avant de cohabiter avec lui.

Il n'empêche. Les bien-pensants vous reprocheront cette candidature, « chez » Philippe de Villiers. C'est vrai, vous dérangez. Mais vous pouvez dire sereinement pourquoi vous êtes venu parcourir librement cette terre vendéenne sans demander la permission au maître des lieux. Il ne s'agit pas de ferrailler avec un petit seigneur local qui aurait oublié, quant au service du roi, ce qu'implique un titre de noblesse : à lui seul, le marquis de Villiers ne vaudrait pas la moindre campagne. Ce qui est en jeu, en Vendée, en France, en Europe - excusez du peu - c'est notre situation d'hommes et de citoyens dans la continuité historique, c'est notre relation au passé, c'est notre capacité - si faible aujourd'hui - à envisager l'avenir commun.

Voilà, dira-t-on, de bien grands mots pour cette campagne de mauvais garnements. C'est vrai. Mais tous les parents savent que ce sont les enfants qui posent les vraies questions - la naissance, la mort, l'amour - auxquels les adultes ne savent pas que répondre. Mais vous direz, vous, que la royauté repose tout entière sur les promesses de la naissance et ne cesse de vivre toutes les épreuves de l'amour et de la mort. Et vous le direz pour un peuple qui, comme les enfants, va à l'essentiel : qui sommes-nous, dans quel monde allons-nous vivre, qu'a-t-on fait de la nature, de notre passé, et qu'en sera-t-il de notre avenir ?

Les gestionnaires restent muets, faute de savoir jeter les ponts entre le passé et l'avenir. Une société qui n'est plus reliée à son passé devient folle - ainsi l'Iran. Une société qui s'enferme dans son passé devient meurtrière, ainsi la Yougoslavie. Pas de vie sans mémoire du passé. Pas d'avenir sans la tradition vivante qui le fait naître.

Cela ne signifie pas que je vais, pour conclure, vous consacrer « candidat de l'avenir ». Nous ne garderions pas longtemps notre sérieux. L'avenir, vous allez l'évoquer avec les Vendéens, l'imaginer avec celles et ceux, de tous métiers et de tous bords, qui ont choisi, contre l'exploitation politicienne du malheur, la mémoire fidèle et la tradition vivante. Telle est la meilleure façon de vivre dans le monde moderne, de l'humaniser, afin que nos enfants en reçoivent la plus belle part.

Bertrand RENOUVIN

Comment soutenir Luc de Goustine ?

Souscription :

CIVISME TOUT SIMPLEMENT

Notre appel n'est pas et ne sera pas plaintif. C'est à des citoyens que nous nous adressons.

Cette candidature ne sera pas de la figuration, soyez-en convaincus.

Sans doute ne bouleversera-t-elle pas le nouvel équilibre politique qui se prépare, mais elle peut rallier tous ceux qui, à droite comme à gauche, veulent réhabiliter la politique et rendre au débat politique sa dignité. Il s'agit par conséquent de mettre un terme aux espérances des démagogues de l'identité, des valeurs ou de la nature.

Chaque citoyen convaincu que la politique est, d'abord et avant tout, le service du bien commun, peut nous rejoindre.

Pour l'affirmer le plus fort possible depuis la Vendée à tous les Français, nous avons besoin de votre soutien. Nous vous proposons ci-dessous diverses possibilités d'aides concrètes.

Votre soutien est un acte de civisme. Merci d'avance.

Didier Le Roué
mandataire financier du candidat

Bulletin de soutien à Luc de Goustine

Nom/Prénom :.....

Adresse :.....

.....

Tél. :.....

Je souhaite apporter mon soutien à Luc de Goustine

❑ **Financièrement** et je verse

❑ 250 F ❑500 F ❑1000 F ❑ .....F

(Chèques à établir à l'ordre de D. Le Roué, mandataire financier)
Chaque don fera l'objet d'un reçu pour être déductible de vos revenus 1993

❑ En participant aux opérations de **propagande** (Collage d'affiches, boîtage dans les communes, réunions publiques)

❑ En participant aux tâches de **secrétariat**

A retourner au Comité de soutien, 12, rue Georges Clemenceau 85170 Saint-Denis-la-Chevasse

OFFRE SPÉCIALE pour découvrir la NAR

Sans aucun engagement de votre part, recevez gratuitement une documentation sur la *Nouvelle Action Royaliste* et un abonnement de trois mois à *Royaliste*

NOM/Prénom :.....

.....

Adresse :.....

.....

Code/Ville : .....

.....

❑ **désire profiter de cette offre spéciale**

Bulletin à retourner à Royaliste 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris